



## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 31 mars 2016



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **31 mars 2016**

### **MUSÉE GRÉVIN SA**

I -	Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel	3
II -	Rapport semestriel d'activité	4
III -	Comptes semestriels condensés au 31 mars 2016	6
IV -	Rapport du Commissaire aux comptes	21

# **I – ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **1 – Responsable du rapport financier semestriel**

Monsieur Yves DELHOMMEAU  
Directeur général délégué de Musée Grévin SA (ci-après la « Société »)

## **2 – Attestation**

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées. »

Fait à Paris, le 30 mai 2016  
Yves DELHOMMEAU

Directeur général délégué de Musée Grévin SA

## II - RAPPORT SEMESTRIEL AU 31 MARS 2016

### 1/ Description de l'activité au cours du semestre

#### a- Chiffre d'affaires et résultats de la Société

Le chiffre d'affaires constaté au terme du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> octobre 2015 s'élève à 5 477 K€, en baisse de 12,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (6 260 K€)

Après un premier trimestre déjà affecté dans sa 2<sup>e</sup> partie par les attentats survenus au mois de novembre, l'activité du 2<sup>e</sup> trimestre a continué d'être pénalisée comme la plupart des sites touristiques parisiens. En effet, la ville de Paris est toujours considérée comme une zone à risques et les touristes (France et Etranger) ont du mal à y revenir.

L'augmentation de la dépense par visiteur (1,8 %), portée en particulier par la bonne performance de la boutique ainsi que la belle tenue des privatisations pendant la période, a permis de limiter l'incidence sur le chiffre d'affaires (-12,5 %) de la baisse de la fréquentation (-16,0 %).

Parallèlement, les charges d'exploitation (y compris les dotations aux provisions d'exploitation mais hors dotations aux amortissements) nettes des reprises de provisions d'exploitation ont augmenté sur le semestre de 2,6 % (0,12 M€). Elles ressortent à 4,63 M€. Afin de soutenir son activité dans le contexte difficile évoqué ci-dessus, Musée Grévin a renforcé son plan d'animations et de communication thématiques (Grand Frisson pour Halloween, Saint-Valentin, Festival de l'humour...). Les dépenses de sécurité ont également été plus importantes.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 27 K€ sur le semestre en liaison avec le programme de réhabilitation de nombreux espaces du Musée Grévin depuis plus de 2 ans.

Compte tenu de ces éléments, le résultat d'exploitation, à la clôture du premier semestre de l'exercice 2015/2016 s'établit, en baisse de 0,93 M€ (83,5 %), à 184 K€ (1 117 K€ au 31 mars 2015).

Le résultat financier du semestre clos au 31 mars 2016 reste stable par rapport à celui de l'exercice précédent à un niveau non significatif. Le résultat exceptionnel ressort à -2 K€ contre -24 K€ au 31 mars 2015.

Le crédit d'impôt de 4 K€ constaté au 31/03/16 s'explique de la façon suivante :

- Charge d'IS relative au résultat fiscal du semestre : -27 K€
- CICE sur la période : +31 K€

Le taux d'IS apparent au 31 mars 2015 ressortait à 29,4 %. Le taux observé à cette date tenait principalement à la reprise d'une provision non imposable.

Au total, le résultat net s'établit à 187 K€ au 31 mars 2016 en baisse par rapport au 31 mars 2015 (772 K€).

Le résultat net par action au 31 mars 2016 s'établit donc à 0,37 euro.

b- Distribution de dividendes

L'Assemblée générale mixte du 8 mars 2016 a décidé de procéder à une distribution de dividendes d'un montant de 1 510 K€.

Le dividende distribué pour chacune des 503 264 actions composant le capital social s'est établi à 3,00 €.

Le coupon a été détaché le 15 mars 2016.

## 2/ Evénements significatifs du semestre

Musée Grévin a inauguré un nouvel Espace Gastronomie avec l'entrée d'Anne-Sophie Pic et Pierre Hermé. Les personnages de Camille Lacourt, Marc Lavoine et Kad Merad ont également pris place au sein du Musée.

La Société a aussi organisé différents temps forts au cours du semestre permettant de découvrir Grévin autrement comme, par exemple, Grand Frisson pour Halloween, la Saint-Valentin et le Festival de l'Humour.

## 3/ Perspectives pour l'exercice 2015/2016

Musée Grévin va continuer de soutenir son activité :

- par l'arrivée de nouvelles personnalités (françaises et internationales) : Renaud Lavillénie, Cristiano Ronaldo, Lionel Messi, Leonardo di Caprio, Ryan Gosling, Scarlett Johansson, Marilyn Monroe.
- et un plan fourni d'animations et de communications thématiques autour de l'Euro de football en juin/juillet ainsi que le cinéma en septembre.

### III – COMPTES SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 31 MARS 2016

BILAN ACTIF				
Rubriques	Montant brut	Amortissements	31/03/2016	30/09/2015
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets,droits similaires	76 703	65 799	10 905	239
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 124 175	227 833	1 896 342	1 920 356
Avances,acomptes immob. Incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	11 512 223	7 912 697	3 599 525	3 445 435
Installations techniq., matériel, outillage	7 136 216	5 301 228	1 834 988	1 674 116
Autres immobilisations corporelles	2 501 870	2 321 497	180 373	195 813
Immobilisations en cours	111 090		111 090	811 675
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	316 613		316 613	315 665
<b>TOTAL II</b>	<b>23 778 891</b>	<b>15 829 055</b>	<b>7 949 836</b>	<b>8 363 300</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	129 540		129 540	109 764
Avances,acomptes versés/commandes	22 689		22 689	12 145
<b>CREANCES</b>				
Créances clients & cptes rattachés	240 973		240 973	406 724
Autres créances	910 945		910 945	1 212 903
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres)				
Disponibilités	715 613		715 613	1 716 362
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	105 789		105 789	55 785
<b>TOTAL III</b>	<b>2 125 548</b>		<b>2 125 548</b>	<b>3 513 683</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à III)</b>	<b>25 904 439</b>	<b>15 829 055</b>	<b>10 075 384</b>	<b>11 876 983</b>

<b>BILAN PASSIF</b>		
<b>Rubriques</b>	<b>31/03/2016</b>	<b>30/09/2015</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	4 603 326	4 603 326
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	460 333	460 333
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. prov. cours		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig.		
Report à nouveau	1 101 360	1 109 036
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	187 047	1 502 116
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>6 352 065</b>	<b>7 674 811</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	493 000	493 000
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>493 000</b>	<b>493 000</b>
<b>DETTES (4)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 053	2 913
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 386 374	1 400 453
Dettes fiscales et sociales	419 691	550 507
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	345 220	689 863
Autres dettes	88 882	172 749
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	979 100	892 686
<b>TOTAL IV</b>	<b>3 230 319</b>	<b>3 709 172</b>
Ecart de conversion passif	<b>V</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>10 075 384</b>	<b>11 876 983</b>

**COMPTE DE RESULTAT**

Rubriques	31/03/2016	31/03/2015	30/09/2015
Ventes de marchandises	223 037	234 436	599 771
Production - biens vendue - services	5 253 624	6 025 622	12 128 886
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>5 476 661</b>	<b>6 260 058</b>	<b>12 728 657</b>
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	240 950	421 700	734 260
Autres produits	1 656	7 467	94 815
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>5 719 267</b>	<b>6 689 224</b>	<b>13 557 732</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	142 886	109 133	286 106
Variation de stock (marchandises)			
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)	849	625	868
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)	-19 776	-1 866	10 084
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)	3 568 123	3 315 347	6 479 729
Impôts, taxes et versements assimilés	97 349	121 284	224 428
Salaires et traitements	702 283	856 807	1 432 533
Charges sociales (10)	354 520	379 674	702 866
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>			
Sur immobilisations :	664 698	638 329	1 303 668
Sur actif circulant : dotations aux provisions		127 912	
Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges (12)	24 385	25 087	394 567
<b>CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>5 535 318</b>	<b>5 572 332</b>	<b>10 834 849</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>183 949</b>	<b>1 116 892</b>	<b>2 722 883</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>			
Bénéfice attribué ou perte transférée III			
Perte supportée ou bénéfice transféré IV			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Produits financiers de participations (5)			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			
Autres intérêts et produits assimilés (5)	1 110	1 567	1 704
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change		32	46
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>PRODUITS FINANCIERS V</b>	<b>1 110</b>	<b>1 598</b>	<b>1 750</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilés (6)	141	277	505
Différences négatives de change	64	356	393
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>CHARGES FINANCIERES VI</b>	<b>206</b>	<b>633</b>	<b>899</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>904</b>	<b>966</b>	<b>851</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>184 853</b>	<b>1 117 858</b>	<b>2 723 734</b>



**COMPTE DE RESULTAT (suite)**

		31/03/2016	31/03/2015	30/09/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				0
Produits exceptionnels sur opérations en capital				0
Reprises sur provisions et transferts de charges				0
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>VII</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		1 765	24 018	33 099
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				500 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				500 000
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>VIII</b>	<b>1 765</b>	<b>24 018</b>	<b>533 099</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>		<b>-1 765</b>	<b>-24 018</b>	<b>-533 099</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	<b>IX</b>			122 407
Impôts sur les bénéfices	<b>X</b>	-3 959	322 061	566 112
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>		<b>5 720 377</b>	<b>6 690 823</b>	<b>13 559 482</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>		<b>5 533 330</b>	<b>5 919 044</b>	<b>12 057 366</b>
<b>5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>		<b>187 047</b>	<b>771 778</b>	<b>1 502 116</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	31 mars 2016 6 mois	30 septembre 2015 12 mois
en milliers d'euros		
<b>Résultat net</b>	<b>189</b>	<b>1 502</b>
Dotations et reprises sur amortissements et provisions	665	1 804
Autres produits et charges calculés	2	-192
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	856	3 114
Coût de l'endettement net	0	1
Charge d'impôt	27	633
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	883	3 748
Variation nette des stocks, créances et dettes (hors immobilisations incorporelles / corporelles et impôt)	-8	70
Impôt versé	218	-895
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b> (1)	<b>1 093</b>	<b>2 923</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS</b> (2)	<b>-594</b>	<b>-1 229</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS</b> (3)	<b>-1 510</b>	<b>-2 452</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE TOTALE</b> (4) = (1)+(2)+(3)	<b>-1 011</b>	<b>-758</b>
<b>TRESORERIE D'OUVERTURE</b> (5)	<b>1 715</b>	<b>2 473</b>
<b>TRESORERIE DE CLOTURE</b> (4)+(5)	<b>704</b>	<b>1 715</b>

# **ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSÉS**

## **Sommaire**

<b>I.</b>	<b>FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE</b>	<b>12</b>
<b>II.</b>	<b>RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES</b>	<b>12</b>
<b>III.</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>14</b>
<b>IV.</b>	<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN</b>	<b>15</b>
<b>V.</b>	<b>ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ ET AMORTISSEMENTS</b>	<b>16</b>
<b>VI.</b>	<b>ÉTAT DES PROVISIONS</b>	<b>18</b>
<b>VII.</b>	<b>VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>19</b>
<b>VIII.</b>	<b>VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>19</b>
<b>IX.</b>	<b>VARIATION DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>19</b>
<b>X.</b>	<b>ÉLÉMENTS CONCERNANTS LES ENTREPRISES LIÉES</b>	<b>20</b>

## **I. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE**

Les états financiers au 31 mars 2016 présentent les comptes semestriels de la période du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 31 mars 2016 ainsi qu'un comparatif 2015 pour la période s'étalant du 1<sup>er</sup> octobre 2014 au 31 mars 2015.

Activité de la société Musée Grévin : le nombre de visiteurs pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 31 mars 2016 s'est élevé à 277 003 visiteurs contre 330 803 visiteurs pour le premier semestre de l'exercice précédent. Le résultat net s'établit à 187 K€ au 31 mars 2016 en baisse par rapport au 31 mars 2015 (772 K€).

Par ailleurs, Les personnages inédits suivants sont entrés au Musée Grévin au cours du semestre écoulé : Pierre Hermé et Anne-Sophie Pic dans le cadre du nouvel Espace consacré à la Gastronomie inauguré au mois d'octobre 2015, Camille Lacourt, Marc Lavoine et Kad Mérad.

## **II. RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les comptes sont établis conformément au Règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014, Règlement homologué par arrêté du 08 septembre 2014 et publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014. Le règlement n° 99-03 du CRC relatif au plan comptable général et les règlements modificatifs sont abrogés. Toute référence au règlement CRC n° 99-03 est remplacée par la référence au règlement ANC n° 2014-03."

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

Pour assurer la comparabilité des exercices, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Rapport Financier :

- le compte de résultat figurant aux pages 32 et 33 du Rapport Financier Annuel 2015 déposé auprès de l'AMF en date du 29/01/2016 sous le numéro 039141\_20160129 ;
- le tableau de variation des capitaux propres sur la période du 1/10/14 au 30/09/15 figurant à la page 39 du Rapport Financier Annuel 2015 déposé auprès de l'AMF en date du 29/01/2016 sous le numéro 039141\_20160129 .

## **1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement au droit au bail des locaux situés au 8 boulevard Montmartre.

## **2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations ont été comptabilisées pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'actif immobilisé est constitué exclusivement par les investissements liés à l'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- Constructions	30 ans
- Constructions, installations, agencements	10 à 15 ans
- Installations techniques et matériels	5 à 10 ans
- Matériel de bureau, informatique	5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

## **3 – PARTICIPATIONS ET COMPTES RATTACHÉS**

La Société ne détient pas de participation.

## **4 – STOCKS**

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Une dépréciation est calculée uniquement lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable en tenant compte des perspectives de vente.

## **5 - CRÉANCES**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et sont dépréciées uniquement lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

## **6 - PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

La Société commercialise de la billetterie en prévente.

Les billets prévendus, en cours de validité et non consommés sur le semestre ou l'exercice sont comptabilisés en Produits Constatés d'Avance.

### **III. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **1- Identité de la société consolidante**

La Société est consolidée par intégration globale dans les comptes de la société Compagnie des Alpes SA (CDA) dont le siège social est à Paris (9<sup>ème</sup>).

#### **2- Intégration fiscale**

Elle est également intégrée fiscalement par la société CDA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. La Société se trouve dans une situation identique à celle qui aurait été la sienne si elle était restée imposée séparément.

#### **3- Litiges**

Le Comité d'entreprise de la Société et la fédération CGT du Commerce et des Services ont assigné en juillet 2009 la société Musée Grévin en référé devant le Tribunal de Grande Instance de Paris. Ils demandent qu'il soit procédé au versement de la somme de 309 K€ avec intérêts au taux légal au titre de la participation des exercices 2005/2006, 2006/2007 et 2007/2008, au motif que la société Musée Grévin avait atteint à l'époque le seuil de 50 salariés.

Par un jugement en date du 5 janvier 2010, le Tribunal a déclaré irrecevable l'action du Comité d'entreprise et a débouté la Fédération CGT du Commerce et des Services de ses demandes. Les demandeurs ont fait appel de cette décision et la Cour d'appel de Paris a déclaré fondée la demande d'expertise formée par la Fédération CGT. Un expert a été désigné le 20 janvier 2011. Il a rendu son rapport en janvier 2012. Par un arrêt du 23 mai 2013, la Cour d'appel a réformé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris et a fait droit dans son principe à la demande du syndicat CGT, tout en déclarant le Comité d'entreprise irrecevable en son action. En outre, la Cour a ré-ouvert les débats afin que les demandeurs donnent des précisions quant au calcul de leur demande qui ressort désormais à 493 k€. Le Musée Grévin s'est pourvu parallèlement en cassation contre l'arrêt du 23 mai 2013.

Par arrêt du 21 janvier 2015, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris qui avait donné gain de cause, sur le principe, aux demandeurs et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris constituée différemment. Les parties adverses ont saisi la Cour d'appel de renvoi. La date de l'audience devant celle-ci n'est pas encore connue à ce jour.

## **IV. ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN**

### **1 – Engagements donnés**

La caution existante (10 K€) sur l'exercice 2014-2015 dans le cadre de l'immatriculation au registre des opérateurs de voyages d'ATOOUT FRANCE laisse place à un autre type d'engagement : les modifications apportées par le décret n° 2015-1111 du 2 septembre 2015 visent principalement à garantir la totalité des fonds déposés par les clients auprès des opérateurs de voyage et de séjours. En conséquence, les montants minima et les anciens taux applicables cessent de produire définitivement leurs effets.

La nouvelle garantie, assurée par Atradius Credit Insurance BV répond à ces nouveaux critères de montant et durée illimités.

### **2 – Engagements en matière de retraite**

Les indemnités de départ en retraite ne sont pas provisionnées dans les comptes sociaux.

La méthode de calcul du groupe Compagnie des Alpes prenant en compte la moyenne d'âge des salariés, leur ancienneté, le turn-over, l'âge de départ à la retraite (62 ans) ainsi que les tables de mortalité aurait donné un engagement de retraite chargé d'un montant de 83 K€ au 31 mars 2016.

### **3 – Engagements reçus**

Néant.

## IMMOBILISATIONS

Clôture au : 31/03/2016

CADREA - IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
		par réévaluation au cours de l'exercice	acquisitions, créations apports, virements
Frais établissement et de développpt			
<b>TOTAL I</b>			
Autres postes immobilis. incorporelles	2 170 858		11 473
<b>TOTAL II</b>			
Terrains			
- sur sol propre	2 824 110		
Constructior - sur sol d'autrui	1 708 183		7 155
- install.générales	6 550 375		20 499
Install.techn.,mat.,outillage indust.	6 708 178		177 839
- installations générales, agencmts, aménag.	1 892 973		
Autres immc - matériel de transport	20 811		
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobilier	565 667		19 444
- emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	811 675		15 508
Avances et acomptes			
<b>TOTAL III</b>	<b>21 081 973</b>		<b>251 918</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	315 665		948
<b>TOTAL IV</b>	<b>315 665</b>		<b>948</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>23 568 496</b>		<b>252 866</b>

CADRE B - IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine immob. fin d'exercice
	par virement de poste à poste	par cession, mise HS, mise en équivalence		
Frais établissement et développpt Tot. I			0	
Autres postes immo.incorporelles Tot. II	18 548		2 200 879	
Terrains			0	
- sur sol propre			0	
Constructior - sur sol d'autrui		1 392	2 822 718	
- install.géné., agenc	354 403	884	2 068 857	
Install.techn.,matériel,outillage indust.	79 607	29 834	6 620 647	
- install.géné., agenc	255 105	4 906	7 136 216	
Autres immc - matériel de transport	195		1 893 168	
corporelles - mat.bureau, inf., mob.			20 811	
- emballages récupér.	8 234	5 455	587 890	
Immobilis. corporelles en cours			0	
Avances et acomptes	-716 092		111 091	
<b>TOTAL III</b>	<b>-18 548</b>	<b>42 471</b>	<b>23 462 278</b>	
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilis. financières			316 613	
<b>TOTAL IV</b>			<b>316 613</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>0</b>	<b>42 471</b>	<b>23 778 891</b>	



## AMORTISSEMENTS

Clôture au : 31/03/2016

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissements fin exercice
Frais établist, développement I	0			0
Autres immob.incorporelles II	250 262	43 370		293 632
Terrains				
- s/sol propre	1 414 440	50 593	700	1 464 333
Constructions				
- s/sol autrui	896 482	83 061	884	978 659
- inst.général.	5 326 312	173 229	29 834	5 469 707
Install.techn., mat.,outillage				
- inst.agencts	1 844 408	9 615	4 179	1 854 023
Aut. immob. corporelles				
- mat.transport	20 811			20 811
- mat.bureau	418 420	33 486	5 243	446 663
- embal.réc.div.				
<b>TOTAL III</b>	<b>14 954 934</b>	<b>621 330</b>	<b>40 840</b>	<b>15 535 424</b>
<b>TOTAL (I à III)</b>	<b>15 205 196</b>	<b>664 700</b>	<b>40 840</b>	<b>15 829 056</b>

## PROVISIONS

Clôture au : 31/03/2016

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. gisements miniers, pétroliers Prov. pour investissement Prov. pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majoration except. 30% Implant. étrang. avant 01/01/92 Implant. étrang. après 01/01/92 Prov. pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prov. pour litiges Prov. pour garanties clients Prov. pertes marchés à terme Prov. pour amendes et pénalités Prov. pour pertes de change Prov. pensions, obligations simil. Prov. pour impôts Prov. pour renouvellement immo. Prov. pour gros entretien et rev. i. Prov. charges s/congés à payer Autres prov. risques et charges				
	493 000			493 000
<b>TOTAL II</b>	<b>493 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>493 000</b>
Prov. immobilisat. incorporelles Prov. immobilisat. corporelles Prov. titres mis en équivalence Prov. titres de participation Prov. autres immo. financières Prov. stocks et en cours Prov. comptes clients Autres prov. pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>493 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>493 000</b>

## VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	TOTAL 31/03/16 (6 mois)	TOTAL 31/03/15 (6 mois)	Variation en %
Entrées	4 657		4 657	5 489	-15,2%
Ventes boutique	222		222	234	-5,1%
Événementiel et autres	598		598	537	11,4%
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>5 477</b>	<b>0</b>	<b>5 477</b>	<b>6 260</b>	<b>-12,5%</b>

## RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

en milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	184 853	-3 959	188 812
Résultat exceptionnel	-1 765	0	(1 765)
<b>RÉSULTAT COMPTABLE</b>	<b>183 088</b>	<b>-3 959</b>	<b>187 047</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2014</b>	<b>4 603</b>	<b>460</b>	<b>1 108</b>	<b>2 452</b>	<b>8 624</b>
Affectation du résultat 2013/2014			1	-2 452	
Résultat au 30 septembre 2015				1 502	
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2015</b>	<b>4 603</b>	<b>460</b>	<b>1 109</b>	<b>1 502</b>	<b>7 675</b>
Affectation du résultat 2014/2015			-8	-1 502	-1 510
Résultat au 31 mars 2016				187	187
<b>Capitaux propres au 31 mars 2016</b>	<b>4 603</b>	<b>460</b>	<b>1 101</b>	<b>187</b>	<b>6 352</b>

L'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2015, approuvé par l'Assemblée générale du 08 mars 2016 a donné lieu au versement d'un dividende de 1 510 K€ mis en paiement en mars 2016.

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients et comptes rattachés	6 276		
Autres créances	157 669		
C/C Compagnie des Alpes	370 984		
Disponibilités	340 220		
<b>DETTES</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 817		
Dettes fournisseurs - factures non parvenues	154 559		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	216 060		

Aucune transaction significative avec les parties liées à des conditions autres que celles du marché n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables

## **IV – RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**MUSÉE GRÉVIN**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE  
SEMESTRIELLE 2016**

(Période du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 31 mars 2016)

## Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société MUSÉE GRÉVIN, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 31 mars 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

### II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

*Fait à Courbevoie, le 30 mai 2016*

Le commissaire aux comptes \_\_\_\_\_

**MAZARS**

\_\_\_\_\_  
GILLES RAINAUT